

Maîtriser les marchés financiers et monétaires

La volonté de sortir de la crise dans laquelle nous enfonce le capitalisme, nécessite de construire des réponses qui portent la rupture et le dépassement de ce système.

Il faut donc s'attaquer au coeur de ce qui est ce système, ou plus précisément, ce qui l'alimente, ce qui est sa circulation sanguine, qui permet la spéculation : la création monétaire, autrement dit le crédit.

Cette maîtrise du crédit est un enjeu fondamental. En effet aujourd'hui l'argent du crédit a permis avant tout à financer les opérations spéculatives sur les marchés financiers.

Dans le même temps depuis la crise de 2008 les PME, mais aujourd'hui les collectivités ont bien du mal à accéder au crédit, alors que leurs investissements sont nécessaires à la vie de gens.

Pour mettre à mal cette domination des marchés financiers et monétaires, instaurer une maîtrise qui vise une rupture avec la logique financière, il faut instaurer un nouveau système financiers qui est pour objectif de répondre aux besoins de gens.

Un Pôle public bancaire

Nous proposons de créer un pôle public bancaire : celui-ci serait adossé sur la caisse des dépôts, Poste, les Caisses d'épargne et les banques mutualistes.

Mais à la différence des nationalisations de 1981 qui ont été un échec, et très mal vécues par les salariés de ce secteur, la simple maîtrise de l'État n'est pas suffisante.

Pour éviter de reproduire l'échec des nationalisations, il faut :

Une nouvelle maîtrise démocratique : ce pôle serait sous contrôle des élus locaux, des agents économiques, des syndicats de salariés, représentants des usagers de ces institutions et bien évidemment représentants de l'État. Cette nouvelle configuration permettrait de sortir de la configuration de 1981.

De nouveaux critères du crédit : le seul critère qui existe aujourd'hui est celui de la rentabilité. Il faut en finir. Pour ce faire nous voulons mettre de nouveau critère d'attribution du crédit.

Emploi : plus un projet crée des emplois, permet la formation de salariés, et assure de bons salaires, plus le taux d'intérêt sera bas voire négatifs.

Besoins sociaux : cela peut être la création d'une école, la construction d'une route, le financement d'un service public...

Environnementaux : s'attacher à ce que les projets s'inscrivent dans le respect de l'environnement.

Pour ceux qui continueraient à vouloir spéculer, les taux seraient très élevés pour le plus dissuasif possible. Ce nouveau dispositif pourrait en lien avec le nouveau statut de la BCE (voir fiche), assécher les marchés spéculatifs, et permettre un type de développement étroitement lié aux besoins de la population, s'inscrivant dans un nouveau type de croissance.